

4.5 (suite)

Le rapport de DOTAC -- "Future Directions" -- n'offrait aucun éclaircissement, en qui concerne les orientations probables. En outre, les problèmes financiers des exploitants de télévision commerciale et leur vigoureuse opposition à l'égard de la télévision payante laissent entrevoir la possibilité que les puissantes sociétés qui possèdent les principaux réseaux exercent de fortes pressions sur le gouvernement pour qu'il prolonge le moratoire.

Le rapport de Strategic Technology Management fournit un cadre permettant d'évaluer rationnellement les options structurelles, réglementaires et techniques. Dans la mesure où DOTAC s'en servira pour formuler des propositions, et où d'autres clients l'utiliseront pour faire pression sur le gouvernement, ce rapport pourrait avoir une influence sur les politiques qui seront adoptées. Compte tenu de tous les facteurs, Strategic Technology Management estime probable que le gouvernement lève le moratoire imposé à l'introduction de la télévision payante et qu'on adoptera un système de distribution par satellite ou le SDM, ou encore les deux. On considère que la distribution par câble serait trop coûteuse en Australie, à cause de l'interdiction probable de la construction de réseaux de câbles aériens.

Il est beaucoup plus difficile de prévoir l'environnement structurel et réglementaire dans lequel la télévision payante fonctionnera. Le développement d'une industrie viable dépendra beaucoup des politiques qui seront adoptées dans ce domaine. Celles-ci auront des répercussions importantes sur les coûts de la fourniture du service et le prix que paiera le consommateur, et par conséquent sur la demande.

L'étude de Strategic Technology Management prévoit que, si les politiques adoptées n'imposent pas des coûts excessifs à l'industrie de la télévision payante, celle-ci pourrait compter sur 1 à 2,5 millions d'abonnés d'ici à l'année 1995. Cela représente un marché considérable pour les fournisseurs de matériel de réception et de désembrouillage de l'abonné.

La procédure normale est la publication d'un avis d'appel d'offres. Toutefois, les ministères du gouvernement utilisent de plus en plus des avis d'appel d'offres contraints.

Des appareils courants, tels les microordinateurs, les imprimantes, etc., sont normalement achetés au moyen de "Panel Contracts" (contrat global). L'actuel "Panel Contract" pour les microordinateurs est le P30. Ce contrat couvre les microordinateurs, les imprimantes, le logiciel, etc.